

Analyse du processus participatif d'élaboration et de suivi des
Programmes de Développement Economique, Social et
Culturel (PDESC) au MALI :
Cas du PDESC de la commune III du district de Bamako

Toumani Josué KANTE, Sciences de Gestion. FSEG

toumani.ka@gmail.com

Résumé :

Au Mali, la participation citoyenne au développement local est un processus de création, de mobilisation et de redistribution des richesses sur un territoire. Elle se base sur l'implication et la participation des populations locales, permet au citoyen de s'impliquer et d'être acteur du développement de sa cité, dans une forme individuelle ou collective. Ainsi, à travers la première forme de responsabilisation de la population qui est la décentralisation. Nous avons étudié la participation des populations au cours de l'élaboration et la mise en œuvre du Programme de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC) et l'étude s'intéresse

en particulier au PDESC de la commune III de Bamako. Cette étude a pour objectif général de contribuer à l'approfondissement de la réflexion sur les méthodes participatives de gestion des programmes de développement économique social et culturel (PDESC). Nous avons également mis l'accent sur la compréhension des mécanismes de suivi-évaluation mis en place par la mairie de la commune III du district de Bamako pour assurer la pérennité dudit programme. Les principaux résultats obtenus à l'issue des recherches montrent que la participation citoyenne au développement local s'avère timide et nous avons également constaté que le mécanisme de suivi-évaluation rencontre des difficultés liées à un manque de moyen nécessaire pour son assurance. Au terme de l'étude, des pistes de solution sont proposées comme la formation, l'information et la sensibilisation des citoyens au processus du PDSEC, une fois prises en compte, ces facteurs peuvent contribuer à remédier le problème de la faible participation des populations ainsi que celui du système de suivi-évaluation.

Mots clés : Commune, Développement local, Décentralisation, Participation, Suivi.

Abstract

In Mali, citizen participation in local development is a process of creating, mobilizing and redistributing wealth in a given area. It is based on the involvement and participation of local populations. It enables citizens to feel involved and to play an active role in the development of their city, either individually or collectively. Thus, through the first form of empowerment of the population, which is decentralization, we have studied the participation of the population during the development and implementation of the Economic, Social and Cultural Development Programme (PDESC), and the study focuses in particular on the PDESC of the commune III of Bamako. The general aim of this study is to contribute to further reflection on participatory methods in the development and implementation of economic, social and cultural development programmes (PDESC). We have also focused on understanding the monitoring and evaluation mechanisms put in place by the local council to ensure the sustainability of the economic, social and cultural development programme. The main results obtained from the research show that citizen participation in local development is timid, and we also found that the monitoring-evaluation mechanism is encountering difficulties due to a lack of the resources needed to ensure it. At the end of the study, possible solutions were proposed how formation, information and sensibillisation, once these have been taken into account, they may help to remedy the problem of low local participation and the general problem of the monitoring-evaluation system.

Key words: Commune, Decentralization, Local Development, participation, Monitoring.

INTRODUCTION

La décentralisation est un système administratif par lequel l'Etat accorde à d'autres entités (plus réduites) juridiquement reconnues, l'autonomie financière et de gestion dans les conditions prévues par la loi, afin de leur permettre à travers des organes élus, et en fonction de leurs besoins spécifiques de développement, d'établir des projets, de les réaliser et de les évaluer. C'est aussi un processus d'aménagement de l'Etat unitaire des compétences administratives de l'Etat vers les entités ou collectivités locales distinctes de lui. La décentralisation est apparue en France dans les années 1982 avec la loi Déferre adoptée la même année. Cette loi permet le transfert des pouvoirs et des compétences aux régions, aux communes donnant ainsi plus d'autonomie aux collectivités locales de la France. Cela a permis une prise de décision plus proche des citoyens et une meilleure gestion des affaires publiques à l'échelle locale. L'apparition de la loi Déferre est également liée en partie à la révolution française de 1789 à 1799, une période de bouleversement politique social et économique.

Suite aux Etats généraux de la décentralisation tenus en octobre 2013, les autorités maliennes ont décidé de renforcer le processus de décentralisation à travers la régionalisation dont l'objectif est d'accroître le pouvoir de décision des acteurs régionaux et locaux afin qu'ils aient une meilleure maîtrise du développement de leurs territoires.

Sur le terrain on distingue essentiellement trois catégories de projets selon les initiateurs. Il s'agit des projets exécutés par les Organisations Non Gouvernementales (ONG), par l'Etat, et par les collectivités. D'abord la diversité des domaines d'intervention des ONG pour le développement économique et social des pays, et la participation de celle-ci n'a pas toujours été suffisante surtout quand leurs intérêts divergent. Les projets exécutés par l'Etat s'inscrivent dans les stratégies d'intervention de ses bailleurs de fonds et connaissent une implication parfois timide des populations du fait que la plupart des travaux soient exécutés par des prestataires qui ne maîtrisent pas la zone d'intervention de leurs projets, et ne connaissent pas les besoins stricts des populations. Quant aux projets initiés et mis en œuvre par les collectivités territoriales dans le domaine agricole, assainissement et artisanat-culturel même s'ils répondent aux besoins des populations, la participation est parfois limitée en raison de la stratégie défailante.¹En outre, des spécialistes du domaine des projets et programmes de développement

¹ Ces trois types de projet interviennent auprès des populations dans le but d'apporter un changement positif de comportement.

ont montré que les résultats atteints ne sont pas toujours à la hauteur des attentes des populations bénéficiaires.

Comment justifier la persistance de la pauvreté malgré les multiples interventions des projets et programmes de développement ? Est-ce un problème d'approche ? Ou autres ? Quelles solutions peut-on alors préconiser ? Pour apporter des réponses à ces questionnements qui fondent la problématique sur : "L'analyse du processus participatif d'élaboration et des suivis des PDESC au Mali". Le PDESC de la commune III a été choisi comme objet d'étude. Pour mener cette recherche, nous avons posé quelques questions, identifier des objectifs et formulé des hypothèses.

Questions de la recherche

En quoi la conception et la mise en œuvre de programme de développement économique, social et culturel (PDESC) doivent susciter la participation des populations ?

- La population de la commune III de Bamako est-elle impliquée dans la conception et la mise en œuvre des PDESC ?
- Quelles sont les outils et les méthodes participatives employés dans la réalisation des PDESC ?
- Les mécanismes qui permettent de suivre la mise œuvre des PDESC sont-ils à la hauteur ?

1. Hypothèses

Le niveau de participation des populations dans le programme de développement économique, social et culturel (PDESC) détermine les chances de succès et d'appropriation des PDESC.

- L'implication de la population de la commune III au PDESC émane de la responsabilité des structures qui visent à appliquer ledit programme (Mairie)
- Les outils et les méthodes participatives employés dans la réalisation des PDESC sont insuffisamment exploités
- Les mécanismes existants sont définis par les organes, les acteurs, les méthodes et procédures, les outils et les mesures d'accompagnement

2. Objectifs de la recherche

Objectif général

L'objectif de cette étude est de contribuer à l'approfondissement de la réflexion sur les méthodes participatives dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de développement économique social et culturel (PDESC) dans la Commune III de Bamako

Objectif spécifique

De façon spécifique, il s'agira de :

- Identifier les outils et les méthodes participatives de gestion des projets et programmes de développement ;
- Analyser la participation des populations dans la conception et la mise en œuvre des PDESC ;
- Formuler des recommandations pouvant conduire à améliorer la participation des populations à la conception et à la mise en œuvre des PDESC.

Revue de Littérature sur le PDSEC

Ici, il s'agira pour nous de rassembler, analyser quelques ouvrages, généraux ou spécifiques, articles, ou d'autres contenus scientifiques, afin de proposer une vue globale des avancées scientifiques dans le domaine d'étude et de la conception des PDESC. Nous allons ainsi analyser afin de mettre en évidence des éléments théoriques nous permettant de mieux comprendre la structuration des PDESC. Deux notions essentielles sont au cœur de la présente étude. Il s'agit des notions de processus participatif et de notion de suivi des PDESC

Deuxièmement nous avons la Décentralisation au Mali du discours à la pratique :TheaHilhorst et Gerard Baltissen (KIT) 86P (P1-P23)

2. Méthode et Matériels

2.1. Recherche Documentaire

La recherche documentaire a constitué l'ultime étape de notre étude. En effet, des documents ont été consultés au niveau de la mairie de la commune III et dans les bibliothèques (des Mémoires traités), l'Institut de recherche et de développement (IRD) au Mali, la Direction Générale des Collectivités Territoriales. Au cours de cette revue, des entretiens ont eu lieu avec des personnes ressources sur le thème. Enfin, des travaux disponibles sur Internet traitant la

participation des populations aux projets et programmes de développement et des travaux sur le PDESC ont fait l'objet de consultation.

2.2. Méthode de collecte et d'analyse des données

La particularité de cette étude réside dans le fait que la mise en pratique des PDESC constitue une préoccupation pour la population ainsi que le gouvernement et pour ce faire, les réalités propres aux différentes communes doivent être prises en compte dans les stratégies d'intervention développée. Alors, pour mener à bien les recherches, la méthodologie a été axée fondamentalement sur les sources documentaires et les recueils des données sur le terrain d'étude à travers l'enquête qualitative. Ainsi, nous avons procédé à une enquête qualitative en utilisant le focus groupe pour cibler certains groupes sociaux à savoir les sociétés coopératives, les associations des jeunes etc. Les données collectées ont fait l'objet d'un traitement manuel qui a permis de présenter les résultats sous forme de texte et d'opérer des croisements entre les différentes variables. Ce procédé a également permis d'analyser et d'interpréter plus aisément les données recueillies au deux niveaux d'intervention à savoir la mairie et la société civile. Avec l'autorisation et le consentement des interviewé nous avons utilisé un Dictaphone pour enregistrer les informations recueillit afin de les traiter.

2.3. Présentation de la Commune III de Bamako

La commune III du district de Bamako a été créée par l'ordonnance n°78-32/CMLN du 18 août 1978, modifiée par la loi n° 82-29/ AN – RM du 02 février 1982. Elle est située sur la rive gauche du fleuve Niger avec une superficie de 23 km². La Commune III est limitée au nord par le Cercle de Kati, à l'est par le Boulevard du Peuple qui la sépare de la Commune II, au sud par la portion du fleuve Niger comprise entre le pont des Martyrs et le Motel de Bamako, à l'ouest par la Commune IV. Elle a une population de 144 865 habitants (DRPSIAP/DB 2014) dont 73 042 femmes, soit un peu plus de 50% de la population totale

La Commune III est une collectivité administrative décentralisée composée de 20 quartiers (voir carte en annexe) et dirigée par un conseil municipal de 37 membres. Le bureau communal (Organe Exécutif) est dirigé par le Maire assisté de cinq (5) adjoints. Pour répondre aux exigences des textes de la décentralisation, de la bonne gouvernance, d'implication et de participation des populations dans la vie de la collectivité, l'organisation administrative de la Commune repose sur :

rapport direct ou indirect avec les activités de la commune cela nous a mené à réaliser une enquête sur 20 habitants répartie comme suit : 04 individus dans la mairie de la commune III, et 16 habitants membres des coopératives et association évoluant dans les activités sociales de la commune

3. Présentation et Analyse des Résultats

Cette section est dédiée à l'analyse et l'interprétation des résultats. Elle fera également cas des difficultés rencontrées par les acteurs avant de faire des recommandations.

2.1. Analyse et interprétation des résultats

3.1.1. De la connaissance du PDESC

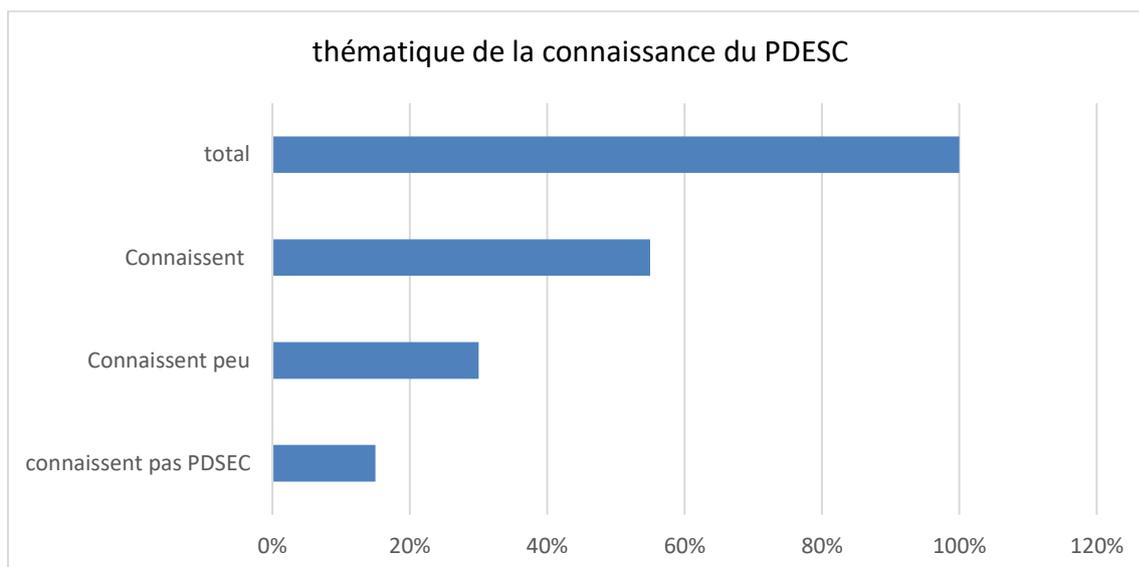
L'enquête a démontré que sur les 20 personnes interrogées, 15 % soit 3 personnes confirment qu'ils ne connaissent pas le PDESC, 30 % soit 6 personnes confirment qu'ils connaissent peu le PDESC et enfin 55 % soit 11 personnes confirment qu'ils connaissent le PDESC. En outre d'autres ont une implication parfois timide au processus d'élaboration. Cela se justifie par un taux de mobilisation insuffisante des autorités au niveau de la communication. Les autorités de la commune III doivent donc nécessairement renforcer leurs systèmes de communication.

Tableau N°1 : représentatif de la thématique de la connaissance du PDESC

Nature de fréquence	Nombre réei	Pourcentage
Ne connaissent pas PDESC	3	15%
Connaissent peu	6	30%
Connaissent	11	55%
Total	20	100%

Source : Résultat de nos enquêtes

Graphique N°1 : de la thématique de la connaissance du PDESC



Source : Résultat de nos enquêtes

3.1.2. De la participation des populations à l'élaboration du PDESC

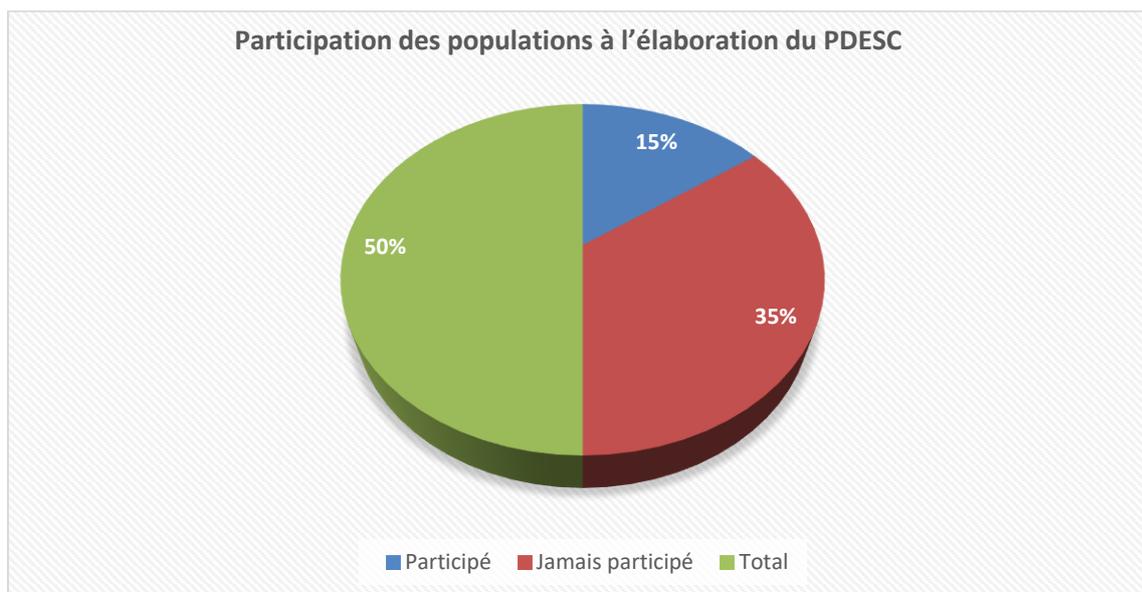
Sur un effectif de 20 personnes interrogées sur la participation au PDESC, 30 % soit 6 personnes ont répondu avoir participé à l'élaboration du PDESC et 70 % soit 14 personnes n'ont jamais participé à l'élaboration du PDESC. Nous pouvons donc conclure la participation en disant qu'en raison de la faiblesse du niveau de communication de la mairie, la population de la commune III révèle un taux de participation inférieur à la moyenne en ce qui concerne la participation à l'élaboration du programme de développement économique, social et culturel. Un aspect à revoir d'urgence par les autorités administratives de la commune.

Tableau N°2 : sur la participation des populations à l'élaboration du PDESC

Nature de fréquence	nombre réel	Pourcentage
Participé	6	30%
Jamais participé	14	70%
Total	20	100%

Source : Résultat de nos enquêtes

Graphique N°2 : sur la participation des populations à l'élaboration du PDESC



Source : Résultat de nos enquêtes

3.1.3. Le mécanisme de Suivi des PDESC

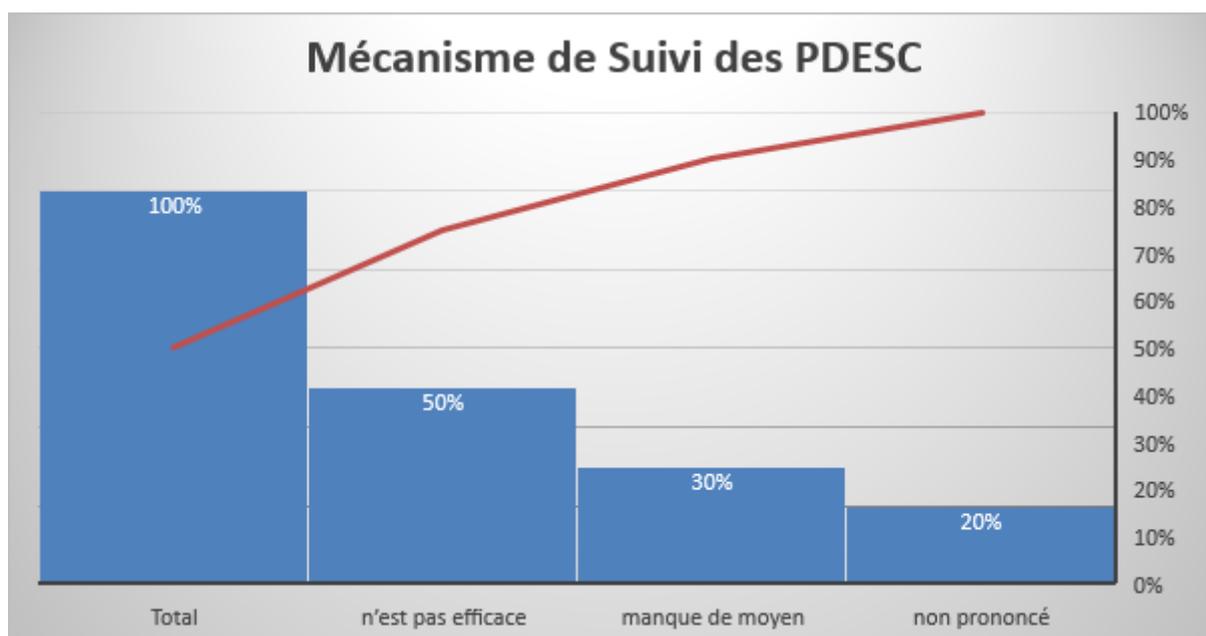
Les données collectées montrent que 30 % soit 6 personnes des 20 personnes enquêtées pensent que le système de suivi mise en place par la mairie n'est pas à la hauteur des attentes en raison de manque de moyen financier, 50 % en raison de 10 personnes affirme que le mécanisme de suivi n'est pas efficace et le 20 % ne se sont pas prononcé sur la question pour conclure cela on peut dire que le mécanisme de suivi doit être renforcé afin que les objectifs du programme soient atteints. Le suivi est l'étape cruciale pour la pertinence d'un projet ou un programme

Tableau N° 3 : sur le mécanisme de Suivi des PDESC

Nature de fréquence	nombre réel	Pourcentage
Manque de moyen	6	30%
N'est pas efficace	10	50%
Non prononcé	4	20%
Total	20	100%

Source : Résultat de nos enquêtes

Graphique N°3 : Sur le mécanisme de suivi des PDESC



Source : Résultat de nos enquêtes

3.1.4. Le rapport existant entre la mairie et la population

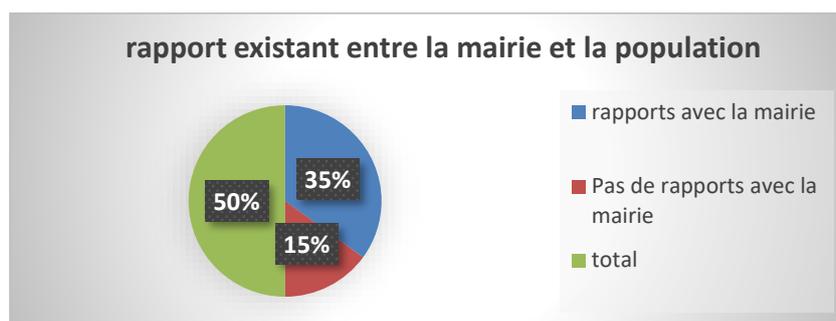
Sur un effectif de 20 personnes 70 % soit 14 personnes sur 20 affirment qu'ils ont des rapports avec la mairie et que ces rapports sont les résultats des efforts qu'ils fournissent lors des organisations de leurs activités, 30 % soit 6 personnes affirment ne jamais être appelé par la mairie le rapport entre la mairie et la population nécessite donc un renforcement rapide pour la raison que lorsqu'on veut aider une population à se développer la faire participer, la population doit se sentir impliqué dans son développement en participant activement. C'est donc d'une grande nécessité que la population de la commune III se sentent impliqué et surtout qu'elle soit responsabilisée dans le processus d'élaboration du PDESC.

Tableau N° 4 : sur le rapport existant entre la mairie et la population

Nature de fréquence	nombre réel	pourcentage
Rapports avec la mairie	14	70%
Pas de rapports avec la mairie	6	30%
Total		100%

Source : Résultat de nos enquêtes

Graphique N°4 : représentant le rapport existant entre la mairie et la population



Source : Résultat de nos enquêtes

3.1.5. Le domaine de participation des populations au développement de la commune

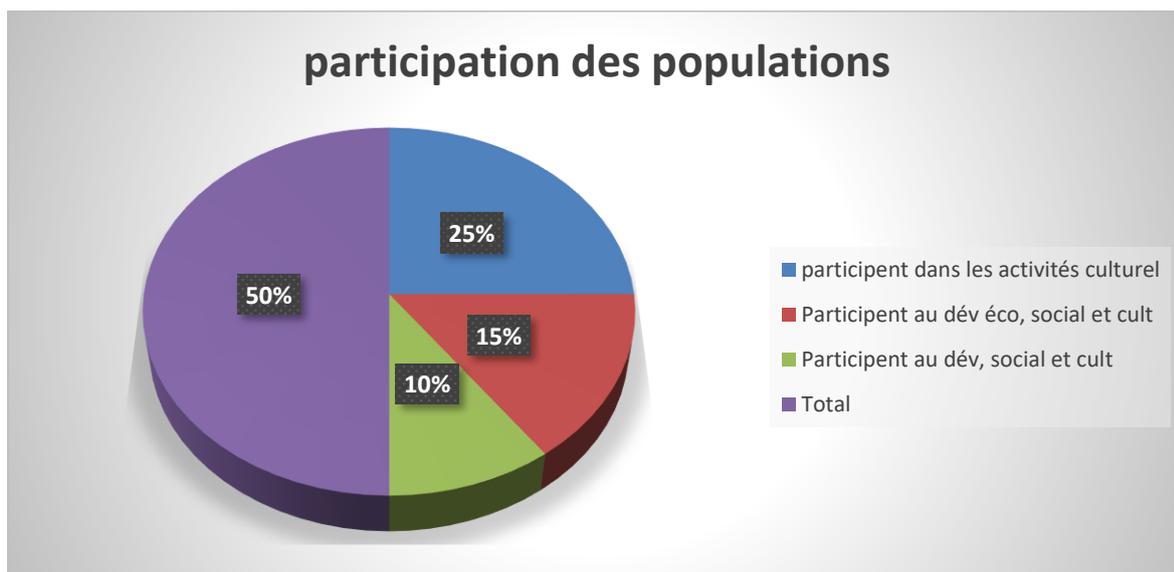
En raison du fait que la particularité de nos enquêtés sont des membres actifs dans les activités associatives et autres activités en rapport avec le développement communal, nous avons interrogé la population sur sa participation en tant qu'acteur au développement économique, social et culturel de la commune III, nous retenons que 50 % soit 10 personnes sur 20 participent dans les activités culturelles de la commune, 30 % soit 6 personnes participent à travers leurs structures respectives au développement économique, social et culturel et le 20 % de la population soit 4 personnes confirment leur participation sur le plan social et culturel. Ceci étant on peut constater une population active dans les activités de développement économique, social et culturel tandis qu'elle (la population) est faiblement présente dans le processus d'élaboration du programme de développement économique, social et culturel

Tableau N°5 : sur le domaine de participation des populations

Nature de fréquence	nombre réel	pourcentage
Participent dans les activités culturel	10	50%
Participent au dév éco, social et cult	6	30%
Participent au dév, social et cult	4	20%
Total	20	100%

Source : Résultat de nos enquêtes

Graphique N°5 : représentant la participation des populations



Source : Résultat de nos enquêtes

3.16. Les sources de financement du PDESC

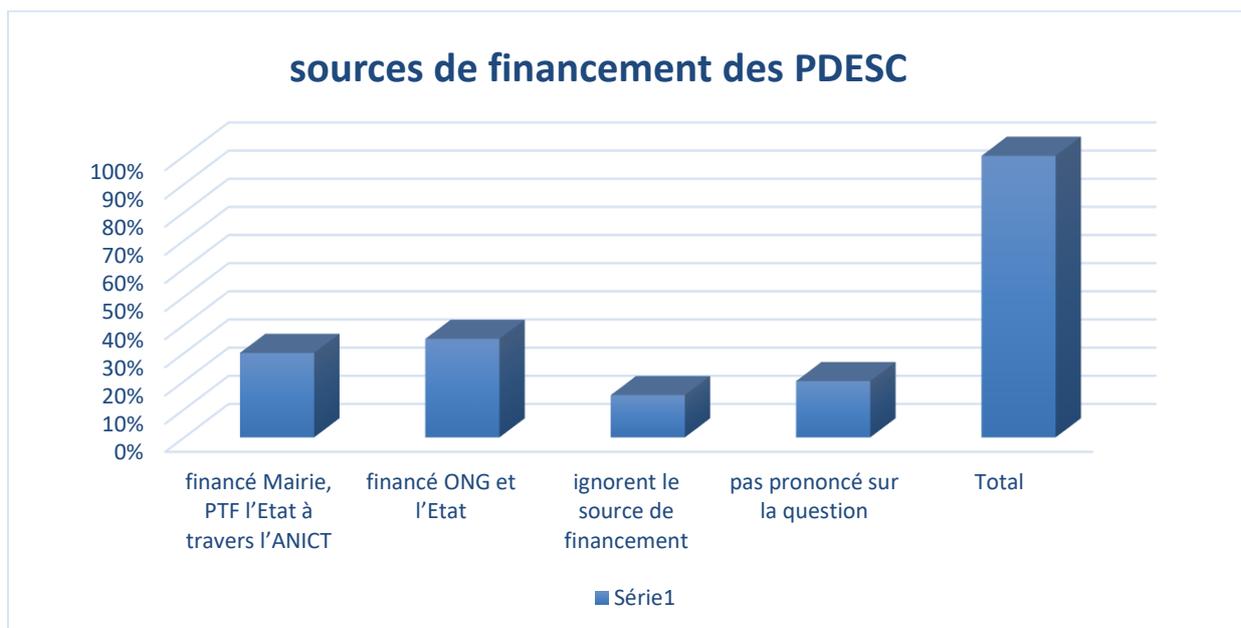
L'enquête de terrain qui consiste à interroger 20 personnes sur la source de financement de PDESC révèle que 30 % soit 6 personnes ont répondu que le PDESC est financé par la Mairie, Les partenaires techniques et financiers, et l'État à travers l'ANICT 35 % soit 7 personnes ont confirmé que le PDESC est financé par les ONG et l'État et 15 % soit 3 personnes ignorent la source de financement du PDESC et 20 % soit 4 personnes ne se sont pas prononcées sur la question. On peut dire que l'intervention des ONG dans le développement des populations vulnérables à susciter une grande connaissance des populations, la responsabilité de l'État et son rôle dans le développement est également connue de la population.

Tableau N°6 : des sources de financement du PDESC

Nature de fréquence	nombre réel	pourcentage
Financé Mairie, PTF l'Etat à travers l'ANICT	6	30%
Financé ONG et l'Etat	7	35%
Ignorent la source de financement	3	15%
Pas prononcé sur la question	4	20%
Total	20	100%

Source : Résultat de nos enquêtes

Graphique N°6 : représentant les sources de financement du PDESC



Source : Résultat de nos enquêtes

3.1.6. Les facteurs aux quels sont liés les échecs

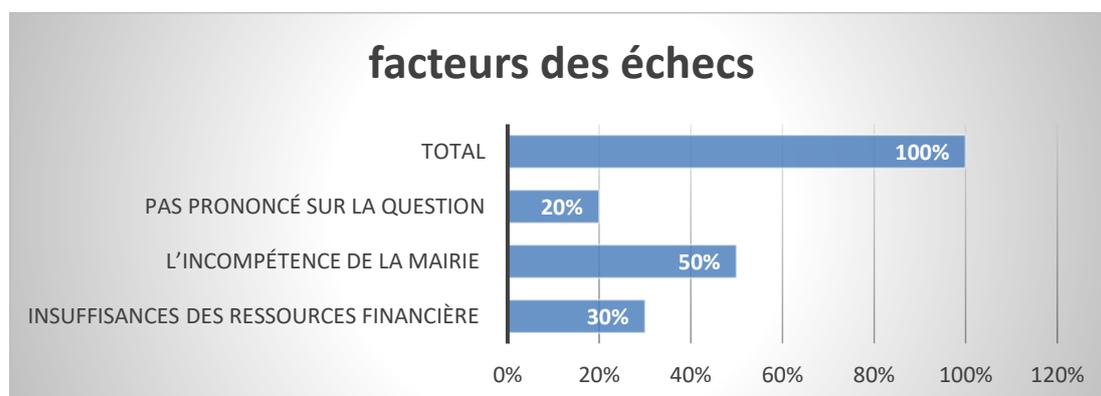
Parmi les 20 personnes interviewées 30 % soit 6 personnes lient les échecs aux insuffisances des ressources financières de la mairie, 50 % de la population interviewé soit 10 pense que les échecs des PDESC sont liés à l'incompétence de la mairie et le 20 % de la population ne se sont pas prononcés sur la question. Pour conclure nous dirons tout simplement que l'implication des partenaires techniques et financiers est certes important pour l'attente des objectifs, mais cela nécessite également un effort consenti au niveau de la mairie qui se retrouve sur la première ligne en cas d'échec la population pense qu'elle est en droit de réclamer alors qu'en réalité la mairie lui reproche le non-paiement des impôtsnet taxes sur le développement qui ne sont pas connus de tous. Cependant il est important que la mairie et la population s'unissent au tour de l'objectif commun qui est le développement de la commune.

Tableau N° 7 : sur les facteurs de l'échec

Nature de fréquence	Nombre réel	Pourcentage
Insuffisances des ressources financière	6	30%
L'incompétence de la mairie	10	50%
Pas prononcé sur la question	4	20%
Total		100%

Source : Résultat de nos enquêtes

Graphique N°7 : sur les facteurs de l'échec



Source : Résultat de nos enquêtes

Conclusion générale

Il ressort au terme de la première partie de l'étude que la décentralisation est l'élément déclencheur du retour du pouvoir aux citoyens. Les résultats des enquêtes auprès de différents acteurs ont permis de vérifier les hypothèses émises au départ. L'hypothèse principale selon laquelle le niveau de participation des populations dans le PDESC détermine les chances de succès. Les informations reçues au niveau de la mairie ainsi qu'auprès des enquêtés ont montré que la participation des populations est indispensable pour la réussite du programme. Cependant, le nombre de participants étant insuffisant nous avons proposé des solutions pour les améliorer davantage.

L'hypothèse secondaire selon laquelle l'implication de la population de la commune III au PDESC émane de la responsabilité de la mairie, au regard des résultats de pourcentage sur la participation de la population il ressort que 70 % de la population enquêtée n'ont jamais participé à l'élaboration du PDESC. L'enquête conclut que la mairie n'assume pas totalement ses responsabilités et devra impliquer davantage la population en se basant sur la méthode participative et la responsabilisation de la population.

L'hypothèse selon laquelle les outils et la méthode participative employés dans la réalisation du PDESC sont insuffisamment exploités est aussi vérifiée.

Dans le programme de développement économique, social et culturel PDESC, la mairie de la commune III a prévu de :

- Renforcer les capacités institutionnelles, matérielles et humaines de la Cellule SIG (Système d'Informations Géographiques) au niveau de la commune III du District;
- Elaborer des outils de collecte d'informations plus performants ;
- Opérer régulièrement des collectes ;
- Créer dans la base un volet spécifique sur le PDESC de la Commune.

Sur le mécanisme de suivi, 80 % des enquêtés ne valident pas le mécanisme même si les 30% le justifient par un manque de moyen et les 50% de la population remettent en cause les organes qui définissent le mécanisme en principe la mairie pour palier cela nous avons fait des recommandations pouvant servir à améliorer ses failles.

Nous recommandons de ce qui suit :

- Inclure d'avantage la population dans la procédure d'élaboration du PDESC
- Organiser régulièrement des sessions de restitution publiques ouvertes au grand public au cours des quels le bilan du PDESC est présenté
- Exploiter les failles du mécanisme de suivi et investir le fond nécessaire pour rendre efficace le système de suivi-évaluation
- Renforcer les associations communautaires qui militent dans le développement de la commune III.

Références Bibliographiques

Alexandre MARTINEZ (2016), La restitution publique des communes au Mali, favoriser le dialogue par l'autoévaluation des performances, FIFE 2016.

Guide méthodologique d'élaboration du programme de développement économique, social et culturel Edition Septembre 2018

CONAC Gérard, SAVONNET- GUYOT Claudette, CONAC Françoise, (1985), Les politiques de l'eau en Afrique : développement agricole et participation paysanne ;

DUMAS André, (1983), Participation et projets de développement. In : Tiers- Monde. 1983, tome 24 n°95. pp. 513- 536. Source : <http://www.persee.fr> Consulté le mercredi 11 Oct 2023

La décentralisation au Mali du discours à la pratique SNV/CEDELO p1-p89

Les instruments de la régionalisation au MALI Edition Officiel, Mars 2017 p1-p52

Programme de développement économique, social et culturel (PDESC) de la commune III du district de Bamako, période :2022-2026

Rapport sur la mise en œuvre du transfert des compétences et des ressources de l'état aux collectivités territoriales 24p p5-p9

Lois

L'ordonnance n°78-32/CMLN du 18 août 1978

Loi n° 82-29/ AN – RM du 02 février 1982 portant création de la commune III du district de Bamako.